



MADAGASCAR



61ème SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES

ALLOCUTION
DE
S.E.M. MARC RAVALOMANANA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

New York, 21 septembre 2006

Vérifier au prononcé

MISSION PERMANENTE DE MADAGASCAR AUPRÈS DES NATIONS UNIES
820 SECOND AVENUE - SUITE 800, NEW YORK, N.Y. 10017
(TEL.1(212)986-9491 - FAX.1(212)986-6271)

Madame la Présidente,
Chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Secrétaire Général,

Je veux vous rendre hommage pour tout ce que vous avez fait. Vous étiez un grand Secrétaire Général. Avec votre clarté, votre engagement et votre esprit ouvert, vous avez énormément contribué au développement des Nations Unies et au rayonnement de l'Afrique. Je vous remercie, Monsieur le Secrétaire Général et je remercie également votre équipe.

Mesdames et Messieurs,

L'année dernière nous nous sommes penchés sur les Objectifs du Millénaire. Il était clair que ces objectifs ne pourraient être atteints dans les pays subsahariens, à défaut d'efforts considérables.

Les initiatives du G8, de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne et d'autres bailleurs semblaient constituer une bonne base pour un changement profond.

Avons-nous senti un changement profond? Je ne le crois pas. La triste réalité est que l'Afrique reçoit moins d'aide internationale – par personne – qu'il y a vingt ans.

Soyons honnêtes : Les grandes idées et la bonne volonté exprimée dans les paroles passent rarement les filtres des structures et des programmes existants. Les dossiers Afghanistan, Irak, Liban, Palestine et aussi le dossier « pétrole » ont éclipsé le dossier « Afrique ». Le fait est là : « L'Afrique » n'est pas une priorité pour les instances internationales.

Je vous rappelle que c'est nous tous qui avons fixé les Objectifs du Millénaire. Ce sont des objectifs communs. Donc, la réalisation de ces objectifs est aussi une tâche commune.

Je vous rappelle que quand nous traitons des dossiers, nous écrivons aussi le destin de centaines de millions d'êtres humains. Les décisions que nous prenons ont des conséquences sur des millions d'enfants. Où est alors cette ferveur de **faire** – pour eux – ce que nous avons promis ? C'est le paradoxe entre discours et action.

Je vous rappelle que la tâche de cette communauté est **d'éviter** des crises au lieu de **traiter** des crises. Cette maison ne doit pas être une maison de pompiers mais une maison de stratèges.

Et je vous rappelle que cette idée d'« un monde » unique, fondement de la mondialisation, ne peut nous emmener vers un avenir juste et pacifique tant qu'une grande partie des pays pauvres reste marginalisée. Nous voulons le même billet d'entrée dans la communauté mondiale que celui que l'Union Européenne a offert aux pays de l'Europe de l'Est.

Nous devons tous être sur le même bateau. Cependant, de nombreux pays en développement nagent encore à la traîne, en essayant de le rattraper. Comment sortir de cette situation désastreuse ?

Les Objectifs du Millénaire doivent rester la base de nos délibérations et de nos actions, même si leurs réalisations deviennent de plus en plus difficiles.

Les pays industrialisés ont demandé à nous, pays en développement, de développer des visions et de préparer des feuilles de route pour les réaliser. Ils nous ont demandé de préciser les Objectifs du Millénaire pour nos pays. Ils nous ont demandé d'augmenter les capacités d'absorption.

Tout cela est juste et compréhensible. Cependant, les pays industrialisés n'ont pas pour rôle de jouer aux arbitres et de donner des notes et des cartons rouges. Tous les pays, développés et en développement, doivent jouer ensemble. Nous devons agir de concert et poursuivre **le même but**.

C'est pourquoi, j'ai décidé de développer un nouvel instrument à Madagascar, que nous appelons MAP, ou Madagascar Action Plan.

Ce plan a été discuté dans toutes les régions de Madagascar avec toutes les organisations publiques et privées, pour créer une base solide en vue de réaliser dans les prochaines années notre Vision « Madagascar – naturellement ! », et les Objectifs du Millénaire.

Ce Plan d'Action pour Madagascar a été également discuté avec les bailleurs de fonds. Je leur ai dit : La base du MAP c'est notre Vision en fonction des Objectifs du Millénaire que nous tous avons décidés. Il ne faut pas se contenter des moyens **existants**. Il s'agit de mobiliser tous les moyens **nécessaires** pour atteindre ces objectifs.

J'ai aussi dit aux bailleurs de fonds: Le MAP c'est notre plan commun. Nous décidons **ensemble** combien d'hommes et de femmes voulons-nous et pouvons-nous sortir de la pauvreté. Combien d'enfants peuvent recevoir une meilleure éducation ? Combien d'enfants pouvons-nous sauver grâce à l'adduction d'eau potable et aux vaccins ?

Ensemble, nous devons répondre à ces questions, car il s'agit de tâches globales. Il s'agit de tâches communes. La faim, la misère, les catastrophes font partie de ces tâches qui ne connaissent pas de frontières. Ils font donc partie d'une responsabilité partagée.

Nous devons changer notre approche dans le passé, qui est basée sur la division. Nous devons admettre que les tâches sont trop lourdes pour être accomplies par des faibles à qui on donne encore un nouveau fardeau.

Il s'agit d'objectifs et de mesures que nous devons prendre en commun, selon les capacités de tout un chacun.

Mesdames et Messieurs,

Sans aucun doute, les moyens internationaux pour le développement de l'Afrique doivent être doublés ou triplés à court terme.

Les promesses doivent être respectées et réalisées à court terme, si nous voulons vraiment relancer la croissance économique de l'Afrique.

On s'est demandé pourquoi l'Afrique subsaharienne n'a pas connu de croissance économique durant les dernières années. Certes, les raisons sont multiples. Nous pouvons citer entre autres, les conflits internes, le manque de bonne gouvernance, l'instabilité.

Mais la réduction de l'aide durant les vingt dernières années en est l'une des causes principales provoquant le ralentissement de l'économie.

La réduction de l'aide internationale a été proposée afin que les pays en développement deviennent, dit-on, beaucoup plus indépendants rapidement.

Mesdames et Messieurs,

C'est un malentendu fondamental. Pour devenir indépendant nous avons besoin davantage de l'aide internationale. Un soutien beaucoup plus accentué constitue la voie la plus rapide vers l'indépendance. Plus on investit dans les secteurs de l'éducation, des infrastructures, et de la santé, et plus la croissance économique sera renforcée.

Et plus la croissance économique sera renforcée, et plus vite l'indépendance sera effective.

Ces investissements dans l'éducation, la santé, les infrastructures etc. restent toujours des **conditions** pour les investissements directs étrangers. Les investissements privés ne peuvent pas les remplacer.

Regardons les résultats du Plan Marshall. Regardons aussi les investissements énormes de l'Union Européenne dans les nouveaux états membres. Ils ont eu un grand succès.

On discute de la capacité d'absorption. Comme tous les pays en développement, nous aussi, nous avons connu des problèmes. Il s'agit de problèmes de coopération entre les partenaires nationaux et internationaux. Au fond, le manque de capacités, s'il existe, résulte du manque de coopération et de confiance.

La capacité ne doit jamais être le facteur déterminant pour le volume du soutien. Quand on constate le manque de capacités dans un secteur, il faut le renforcer. Si les ressources humaines ne sont pas encore suffisantes sur le plan national, il faut faire appel à des experts internationaux tout en renforçant les capacités nationales.

Dans ce contexte, j'aimerais bien ajouter un mot sur le « country ownership » :

Il est vrai que nous, dans les pays en développement, nous connaissons très bien nos problèmes. Par conséquent, nous sommes prêts à assumer nos responsabilités. La programmation de la politique et des actions doit relever des nationaux. Les programmes des bailleurs de fonds doivent s'intégrer dans les programmes nationaux.

Mais il est également vrai que nous ne sommes pas toujours conscients de nos faiblesses. Nous ne sommes pas en phase avec toutes les valeurs, les règles, les normes, et les procédures qui sont reconnues dans la plupart des pays industrialisés. Bien des fois, nos citoyens n'estiment pas la bonne gouvernance à sa juste valeur.

Le transfert des règles de la bonne gouvernance, des normes de qualité de l'éducation, de la santé, et des infrastructures dans notre culture et dans notre politique est essentiel. Le transfert de ce savoir est aussi urgent que le transfert des capitaux.

Alors ce ne sont pas seulement les connaissances techniques qui nous manquent. Le transfert du savoir doit inclure les valeurs et le professionnalisme.

Mettons les capacités ensemble. Les enjeux sont tellement importants qu'il faut utiliser toutes les capacités en même temps. L'efficacité doit être la règle. Une bonne coopération entre les experts nationaux et internationaux est la base du succès.

Et soyons plus réalistes. Soyons plus pragmatiques. Le pourcentage de l'aide internationale dépensé pour des études est beaucoup trop élevé. Une bonne partie des études n'est pas mise en pratique et répète ce que des études précédentes ont déjà constaté.

Je préconise aussi une décentralisation plus effective pour que l'aide financière arrive aux communautés de base.

En effet, le mécanisme de financement est souvent lent et parfois complexe. Il ressemble à une voie tortueuse, pierreuse et « poreuse ».

De temps en temps on répète la même question: Comment structurer l'aide internationale ? On se demande quel transfert de capitaux pour quel secteur et avec quelles mesures est le plus important.

Mesdames et Messieurs, je vous assure, qu'il n'y a pas de réponse simple. Chaque pays, chaque région, chaque secteur requiert une réponse différente. Oublions les discussions théoriques.

Cependant il y a une base qui est cruciale pour tout développement : c'est la confiance.

Si le peuple n'a pas confiance, il ne participe pas au développement. Si les entreprises internationales n'ont pas confiance, elles ne viendront pas.

La confiance vient de l'ouverture, de la stabilité, de la sécurité, de la transparence. La Bonne Gouvernance et la démocratie sont aussi cruciales.

Je peux vous assurer qu'en décembre, Madagascar, mon Gouvernement et moi-même allons organiser des élections présidentielles libres, justes et transparentes.

Mesdames et Messieurs,

Pendant la session des Nations Unies de l'année dernière l'opinion générale a exprimé l'urgence d'augmenter l'aide internationale en termes quantitatifs et qualitatifs afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire. Je vous demande d'agir en conséquence.

L'Amérique du Nord, l'Europe, et la plupart des pays d'Asie et d'Amérique du Sud connaissent une période de prospérité et de progrès. Pour leurs peuples, la chance de vivre dans de bonnes conditions jusqu'à quatre-vingts ans est grande.

Les peuples d'Afrique n'ont pas cette chance.

Je vous demande alors de développer une nouvelle approche plus dynamique et plus engagée en faveur de l'Afrique. Les chances seront plus équilibrées. Le monde sera plus juste.

Il nous est permis de constater que les pays industrialisés peuvent réagir vite et déclencher des opérations de grande envergure, lorsque leurs intérêts fondamentaux sont touchés. Nous souhaitons maintenant le même dynamisme pour l'Afrique parce que les besoins fondamentaux de nos peuples restent sans considération. C'est dans l'intérêt des peuples Africains. Mais c'est aussi dans l'intérêt fondamental de l'humanité. Une Afrique florissante est un atout pour le monde.

Je vous remercie